

La lettre à
LULU



Vends table ronde 120 x 140

irrégulomadaire satirique N° 116, juillet 2021

Puceul
le nez
dans
l'goudron



P.5

ÉCOLES SÉPARATISTES

La recette du lardon à l'artiche

Ultralibérales, écolo-élitistes, les petites écoles hors contrat prolifèrent en Loire-Inférieure. Sachant que le ticket d'entrée oscille entre 4 000 et 8 700 € par an, calculez combien coûte la minute d'écoméditation à haut potentiel.

► page 2



La fringale de l'Écureuil

L'insoutenable légèreté de l'avoir est l'ennemi du bien.

IL FAUT inoculer la fièvre de la pierre. À Nantes, la Caisse d'épargne régionale s'émeut devant les « freins à l'achat d'une résidence secondaire » que rencontreraient les pauvres proprios primaires. Cet angle mort du mal-logement a manifestement échappé à la sagacité des chercheurs. Selon un sondage maison, commandé par la banque de l'Écureuil et réalisé par ses propres services, les difficultés sont insoutenables pour ces acteurs de la gentrification et de la airbnbisation qui s'arrachent les bourses face au « financement du bien » ou aux « questions relatives à la fiscalité et à la gestion de la location ». L'obscurité immobilière en Loire-Inférieure, citée des Trouducus ou littoral, dope pourtant la spéculation, gonflée par des taux de crédit au ras des pâquerettes. La philanthropie de la banque écureuilleuse ne s'arrête pas à ces détails : depuis juin, elle propose une plateforme oueb dédiée à la bicoque secondaire et conçue par une start-up locale, Hoomy, loueur à la nuit, concierge volant et gestionnaire des gruges fiscales borderline. Hasard : le partenariat commercial entre la banque et la start-up a été dévoilé quelques jours avant l'annonce de l'entrée au capital de BPCE au capital d'Hoomy. Le beurre et l'argent du beurre.

Après avoir fait du gras au XIX^e sur le dos des classes populaires, la descendante de la Caisse d'épargne et de prévoyance, filiale de BPCE (deuxième groupe bancaire du pays), devient militante du « Dalso », le droit au logement secondaire opposable. L'enjeu n'a quant à lui rien de secondaire. ■

Herbie Hanby

Louvrier antisocial

Punie pour son manque de logements sociaux (7,9%, loin du 25% imposé par la loi SRU), La Baule doit payer 232 000€ d'amende par an et perd son droit de préemption de ventes immobilières sur trois ans. « Application bête et méchante d'une loi idéologique du gouvernement Jospin », a pesté le maire Franck Louvier en conseil municipal (18/12/2020, vingt ans après l'adoption de ladite loi quand même). Où habitent donc les femmes de chambre des palaces, les caissières des supermarchés? Une idée pour sauver La Baule de cette amende : loger le petit personnel dans des conteneurs immergés au large des Évens. Les plongeurs des restos sont déjà formés. ■

Cas d'écoles séparatistes

Si ça s'trouve, ces petites écoles de niche, élitistes, en marge ou marketing, pratiquent un pédagogisme radical.

UN enfant, c'est un investissement. Pour l'écartier de la racaille, le placer sous protection divine ou l'épanouir à coup de yoga, il faut raquer. Des petites écoles privées se multiplient, discriminant les sous-doués et les mômes de SDF, occupant un marché déjà investi par les instituts privés après le bac. Les cinq premières années (ou jamais, si la sécession est délibérée), une école ne peut pas être sous contrat d'association avec l'Éducation nationale, ni bénéficier d'aides publiques, salaires des profs, tout ça. Faut donc des parents pleins aux as. Deux courants coexistent, cours cathos tradis et pédagogies alternatives, voire mix écolo-spiritualisants. Des écoles souvent montées par les parents très impliqués, employeurs des profs.

Je suis Charlier

Rester soigneusement hors contrat permet d'échapper aux regards païens et de recruter des enseignants béni-oui-oui. Chez les cathos rigides, le tri sélectif sépare garçons et filles. Pratiquant la non-mixité avec ferveur, le cours Charlier, primaire et collège, à l'extrême droite de la cathosphère, annonce 185 gars à prénoms distingués : Wandrille, Baudouin, Ladislav, Mayeul, Wallerand, Enguerrand... Survolées par le saint-esprit, les bonnes sœurs dominicaines du cours Sainte-Catherine-de-Sienne (250 élèves filles) prodiguent « les habitudes d'ordre, d'obéissance, de discipline et d'organisation nécessaires à la formation de l'intelligence, du caractère et du cœur des enfants », sachant « punir avec un regard attristé » pour que les gniards « résistent aux forces qui tendent à nous faire sortir de l'histoire et de l'humain », explique le site. À Château-Thébaud, la fraternité Saint-Pie-X (M^{gr} Lefebvre) tient l'école Saint-Martin pour les gars et le cours Saint-Albert-le-Grand, maternelle à terminale, pour 200 filles. Les plus ultras mènent leurs rejetons (34 élèves) à l'école élémentaire de la Providence, créée en 2000 à Saint-Sébastien. À Saint-Lumine de Clisson, le cours Saint-Jean-Paul-II se vante d'être hors contrat, mais admet la mixité. Louche.

Bitongue en uniform

Mystico friqué bilingue, l'ISN*,

Internachonol skoule of Nantes, prône l'erreur pédagogique et impose le port de l'uniforme très BCBG (« chemisier blanc-pantalon, jupe ou robe bleu nuit, pull bleu nuit »), le tout raqué entre 6620€ et 8720€ par an, goûter compris, avec les pénalités : « Retard après 18h30 : 10 €/5 mn ». Y a pas de petit profit.

Maternelle primaire près des facs, pédagogie Montessori, aux Petons dans l'herbe, ça jaspine français et espagnol pour 5250€ par an. À Vertou, Les Petites Étoiles, c'est 4900€ par an, garderie (matin, soir) en plus, « un euro par quart d'heure commencé », mais déductible à 50% des impôts... À Saint-Nazaire, Les Petits Papillons, Montessori aussi, une quinzaine d'élèves, 4000€ par tête et par an, a failli fermer dès la première année, n'ayant plus que quatre élèves.

Les surdoués partent en cambrousse

Projets en cours : un collège privé « en classe unique » à La Plaine-sur-Mer et une école à Vigneux-de-Bretagne, montés par une partisane de l'« ostéopathie neuro-endocrinienne » (Presse-O, 01/06), très branchée « connexion corps-esprit » anti-écrans, antiwifi, anti-5G, surfant sur le « grand mouvement de retour vers la campagne accéléré avec la crise du coronavirus ». Connexion prévue à la rentrée 2021. Cible : ados « précoces, surdoués, à haut potentiel », atypiques ou « en phobie scolaire ». Inspirations : Montessori, Steiner-Waldorf et l'anthroposophie mêlant ésotérisme, philosophies orientales (karma, réincarnation), christianisme et new age. Aux Sorinières, l'école Graine d'explorateur, ouverte en septembre 2016, hésite entre l'esprit coopératif Freinet et les pratiques individualisantes, méditation et yoga. 4500 à 6000€ par an selon quotient familial.

La joie dans le bonheur

Dans le vignoble, le projet Écolilième envisage une école écolo bienveillante, inspirée Steiner, Montessori, Rabhi, et plus si affinités, relaxation, « eau et fruits en libre-service », gestion des émotions, « création d'un book individuel des réussites », mais aussi des « limites fixées avec bienveillance », une « écoute empathique » et l'« apprentissage dans la joie ». Ce bonheur obligatoire qui n'a pas



trouvé où se poser espère ouvrir en janvier 2022.

Face au lycée Clemenceau, le cours élémentaire Arborescences vise les surdoués, alias HPI, « à haut potentiel intellectuel », gros QI de 130 et plus requis, certifié par un psy-

chologue clinicien. Scolarité 6000€ l'an. Échecs, japonais, yoga...

À Bouguenais, Le Lieu utile, mix Montessori-Colibri-Rabhi, a ouvert à 28 élèves en septembre 2020. Scolarité : 5250 €, en espérant faire moins cher.

Un même ça coûte vite un bras. Y a des bourses pour les parents manchots? ■

Ambra Zero

* « L'école niou age de zéro à 11 ans », Lulu n°97, juillet 2017; « My tutor is rich », Lulu n° 105-6, juillet 2019.

Baie A-BA

Collège collet monté

Ton paternel a l'artiche? Fais-toi académicien baulois.

NOUVEAU collège pour happy few, « La Baule academy » ouvre en septembre, avec juste huit élèves, de la 5^e à la 3^e. Hors contrat d'association avec l'Éducation nationale, donc autofinancé par les darons. Des profs non agréés assureront « hygiène de vie et nutrition » (en résumé : cantine bio), anglais renforcé, « yoga actif pour apprendre à mieux gérer ses émotions », rencontres avec des patrons pour s'entreprendre la tête. Tarif : 5900€ par an et encore, que les matins; l'après-midi, c'est sport : au golf, centre équestre ou cours de tennis. L'essentiel de l'enseignement par des profs agréés est assuré par les cours du Cned, ce qui ne coûte pas un rond, le Cned étant gratuit pour les moins de 16 ans. Ce qu'on achète ici, c'est un entre soi select, un « accompagnement privilégié et individualisé », selon la fondatrice de l'école, Delphine Filloux, adjointe à la culture et aux jumelages à La Baule,

dans le civil psychopraticienne, consultante ressources humaines, formatrice en « intelligence émotionnelle », la nouvelle lubie du management* et de la suprématie personnelle. Elle s'est formée au modèle Herrmann, système psychologique qui prétend que le cerveau droit est le siège de la créativité : un pur « neuromythe » réfuté par les scientifiques**. Elle pratique aussi le yogiwalkie, qui fait marcher un pied devant l'autre avec yoga et lumière intérieure en même temps (lampes frontales non acceptées), mixant neurosciences et bouddhaseries (lévitation conseillée à la récré). Le développement personnel au service de la performance et de l'élite, réservé aux « cadres à haut potentiel » et autres leaders visionnaires. Dénigrant l'école publique et son « système nivelé par le bas », cette école ultralibérale cultive la sécession de l'école commune, trop vulgaire, inadaptée, juste bonne pour la populace. Le direc-



teur de La Baule academy, ce sera le mari de madame, Laurent Benveniste, qui mène plusieurs boîtes de conseil en management. Top du top, l'école « se situe sur un territoire privilégié, proche de la plage et de clubs sportifs aux infrastructures remarquables ». En fait, le « campus » de ce microcollège de 70 m² est à 1,5 km de la plage, dont il est séparé par la voie de chemin de fer, basé dans la zone artisanale du Beslon, entre un peintre en bâtiment et un carreleur. Avec un peu de yoga émotionnel neuromytha, on s'habitue très bien. ■

Ella Baule-Chevick

* « Johanna Rolland s'offre un gourou de secours », Lulu n°115, avril 2021.

** Comprendre le cerveau : naissance d'une science de l'apprentissage, rapport de l'OCDE, 2002.

Déléterre

Agrochimie contre yourte pédago

À Belligné, les épandeurs de bouse ont fait fuir les écoliers écolos.

Des parents planchent depuis des années à la création de l'école « Au chant des oiseaux », qui espérait ouvrir pour 16 mômes en septembre prochain, dans une yourte à poser dans la nature. Version autonomie des élèves automotivés, choisissant leurs apprentissages selon leurs envies, en autogestion antiautoritaire (apparentée au fonctionnement du lycée expérimental de Saint-Nazaire). Un mix Steiner-Montessori avec un bout de Freinet, repas végé et bio. Une fois le terrain trouvé à Belligné (Loireauxence), les riverains, des agriculteurs conventionnels, ont refusé l'école, pétitionnant, s'indignant contre les toilettes sèches, invoquant « le souci de ne pas rendre les enfants malades » des pollutions de leur foutus phytosanitaires, épandages et effluents

d'élevage. Le 13 mai, le collectif des parents, Si on veut, conclut : « C'est parce que nous ne souhaitons pas offrir cet environnement délétère aux enfants de l'école que nous sommes donc en recherche d'un nouveau terrain dont les voisins seront plus accueillants. Nous trouverons la bienveillance ailleurs ». Un comble : les productivistes s'autodénigrent

et avouent polluer et menacer la vie des voisins avec leurs cochonneries. À vous dégoûter d'avoir créé Demeter, le dispositif militaro-judiciaire chargé de surveiller les opposants à l'agriculture industrielle. Un peu plus, les rires des gamins feraient tourner le lait des poules. ■

Michel Debitasse



Le démon de la chaire

Financements privés : l'université joue au don don de la farce.

AL'UNIVERSITÉ de Nantes, la chaire « Place du don au travail » a raté son lancement. Sa mère fondatrice, Anouk Grévin, a chopé le covid et s'en remet à peine. En attendant un possible démarrage à la rentrée, cette chaire a déjà pour sponsor affiché le très catholique et très conservateur mouvement des Focolari, alias « Œuvre de Marie », récemment accusé de dérive sectaire et de dépersonnalisation par d'anciens adeptes*. Un mouvement dont trois hauts dignitaires, responsables France et Europe de l'Ouest, ont été démissionnés en octobre 2020 après des révélations d'agressions sexuelles sur jeunes garçons (une trentaine de victimes déclarées) visant l'ex-rédac chef de la revue en France. Malgré des agissements connus depuis les années 1970, l'auteur n'a été exclu qu'en 2016. Un esprit de tolérance zéro virgule combien ? Avec un cardinal italien du mouvement, Angelo Becciu, démissionné en septembre 2020 pour détournement de fonds (454M€ de trou, quand même), on a tous les ingrédients du mouvement sulfureux. Pour Chiara Lubich, l'illuminée qui a fondé le mouvement et l'a présidé pendant 64 ans, jusqu'à sa mort, « expériences faciles, immoralité, avortement, divorce, haine, violence, vol » sont à mettre dans le même sac d'infamie, à opposer à « la maîtrise de soi au sein du royaume de Dieu »... Pas vraiment un programme d'université publique.

Dieu actionnaire

Anouk Grévin est donc prof de fac et aussi catho, et c'est pas interdit. Mais les deux se mélangent un peu. Elle est intervenue à l'institut catholique de Toulouse et à la fac de théologie en 2014, pour un colloque sur « le don : utopie ou réalisme prophétique ». Elle est alors présentée comme prof de fac à Nantes, et membre du Grace, Groupe de recherche anthropologie chrétienne et entreprise. Elle émerge aussi à la commission internationale de l'« économie de communion », une invention des Focolari, qui voit Dieu comme « actionnaire invisible » (sic) des entreprises, réservant en principe un tiers des bénéfices pour la boîte, le reste pour les pauvres et les Focolari. Les bouquins de madame Grévin sont publiés chez Nouvelle cité, la maison d'édition des Focolari, à côté d'ouvrages sur le très réac Léon Bloy, ou appelant à prier avec le professeur Jérôme Lejeune, bien connu pour son combat contre l'IVG. Quand Lulu a interrogé le centre Focolare féminin de Nantes sur son investissement universitaire, au bout du fil, c'était Anouk Grévin qui concède : « Les mécènes sont associés aux modalités de la recherche, mais n'interviennent pas sur la recherche... Que ce soit au sein de l'université, ce n'est pas un problème en soi. C'est vrai, le thème du don intéresse les milieux catholiques. Le pape en parle en 2013. Oui, certains des mécènes viennent du réseau Focolari... »



Le très notoire membre consacré

Une mémoire à purifier. Via des indulgences défiscalisées ?

Si la chaire universitaire affiche le don comme vertu, l'investissement du mouvement Focolari est, lui, plutôt tourné vers le rachat, Nantes étant au centre du séisme. C'est Jésus qui l'a dit. Jesús Morán Cepedano, coprésident du mouvement et « responsable des questions morales et disciplinaires », est venu à Nantes le 18 septembre rencontrer trois victimes d'abus sexuels commis par Jean-Michel Merlin, l'ex-rédac chef du journal et « ancien membre consacré » du mouvement. Les rencontrer « après plusieurs contacts que nous

avons eus avec eux ces dernières années pour faire le point sur la situation et conclure l'événement »*. Ce qui confirme que les viols étaient connus de longue date en interne. La société britannique GCPS Consulting recueille les témoignages depuis mars. Le Jésus disciplinaire concède que d'autres actes d'abus sont déjà révélés « après le cas Merlin », et évoque une œuvre de « purification de la mémoire ». Va falloir une sacrée dose de détergent. ■

* « Focolare et abus : un tournant », focolare.org, 20/01.

Raboule la caillasse

Des investissements vraiment pas chaires.

POMPES à finances pour l'université, les chaires sont sponsorisées par les futurs employeurs des étudiants, mis dans le moule dès la fac, offrant à chaque fois cinq ans de cours drivés par les enjeux industriels. Les chaires déjà menées à terme à la fac nantaise ont planché finance, enseignement de la santé, télécom & réseaux, et génie civil. Option d'achat d'une certaine dépendance ou bien neutralité bienveillante, comme quand Vinci et le marchand de cailloux Charier ont cofinancé en 2013 une chaire axée construction et impact sur l'environnement, en pleine période de contestation du projet d'aéroport à ND-des-Landes. Mais on vous dira que les donateurs n'ont pas le moindre impératif, ni orientation à suggérer, ni exigence de communication...

Parmi les postes d'enseignants sponsorisés en activité, on trouve la chaire maritime qui explore les « modalités d'appropriation de l'espace maritime » et ses usages, actuels et futurs : 600 000 € financés par EDF, RTE, le Crédit maritime, le casseur de cailloux Charier, et l'Union nationale des producteurs de granulats. La chaire gestion du patrimoine mobilise 355 000 € octroyés par la Caisse d'épargne et Vega Investment Managers, les gestionnaires de fortune du groupe Natixis. Tout ce petit monde parfaitement désintéressé. ■

Rocky N'Cher

Bovidé à lactation

Les parrains déjà déclarés de la chaire sont effectivement liés à ce réseau de bénitier : Rappal-Latour, fabricant de savon de Marseille, STV, carrier en Meurthe-et-Moselle, Nexo tech, bureau d'ingénierie, affirment tous leur credo dans l'« économie de communion ». Siège à Suresnes, consultants en aéronautique préconisant les sites de production en Europe de l'Est et en Chine, 4Mtec ne bondieuse pas, ça fâche le client. Value action, boîte nantaise de coaching en développement personnel, est plus branchée programmation neuro-

linguistique New Age. « Le tour de table des mécènes n'est pas terminé. Une chaire, ce n'est pas seulement une vache à lait, tout l'intérêt c'est de produire une connaissance utile aux entreprises », ajoute la mère supérieure de la vache à chaire. L'actionnaire invisible y reconnaîtra les siens. ■

Hussein Tesseprix

* Renata Patti, Dieu, les Focolari et moi. La libération d'une duperie, éd. Mols, 2020 ; « Pédocriminalité : trois responsables des Focolari limogés », Les Jours, 22/10/2020 ; « Abus sexuels, démission et enquête à la tête des Focolari », La Croix, 24/10/2020

La fac en état de siège

L'université est à vendre par petits bouts, à commencer par là où on pose son cul.

CONTRE 1000€, on peut s'offrir une plaque à son nom – pour 25 ans – sur un siège de l'amphi E de la fac de droit de Nantes. Il y a 774 sièges à pourvoir. L'opération de mécénat lancée par la fondation de l'université prévoit même de survaloriser les premier et dernier rangs, qui seront mis aux enchères. Cible marketing : premiers de la classe et cancrès. Pour le reste, les donateurs ciblés sont des gens installés dans la vie qui ont mille balles à craquer pour leur image, enfin, bien moins grâce à la magie de la défiscalisation : les braves donateurs économisent 60% sur l'impôt sur leur société, 66% de l'impôt sur le revenu, voire 75% sur la fortune immobilière. Paraît que ça doit « valoriser les métiers du droit et contribuer au rayonnement de l'université de Nantes »... Les enseignants de droit n'ont même pas été avertis qu'on vendait leur amphi 774 plaques. Pour un de ces profs, ça démontre « la conscience d'être nul mais alors vraiment nul sur la relation de la

fac avec les anciens étudiants. On ne sait pas ce qu'ils deviennent à cinq ou dix ans et finalement, on ne sait pas à quoi la fac sert, ce qu'elle forme réellement. Exemple : combien de magistrats sont passés par la fac de Nantes ces dernières années ? Combien de flics, d'inspecteurs du travail, de conseillers d'insertion et probation ? Quelles évolutions ? Dans quel domaine les avocats formés à la fac font-ils leur trou ? etc. Impossible de savoir*. Et, plutôt que prendre ce problème à bras le corps et travailler à une vraie enquête avec des sociologues par exemple, la mode est à la com' » avec un retour à la tradition d'« avoir son banc à l'église... »

Quand tous les sièges seront vendus, il restera encore les cuvettes des goguenots à sponsoriser. Il suffira d'une com' bien torchée. ■

* Savoir ce que sont devenus les anciens étudiants des facs nantaises, c'était justement une des missions de l'observatoire de la vie étudiante, qui a fait des rapports de 2008 à 2014, surtout sur les étudiants arrivant à la fac, puis pfruit, plus rien.



Ô dadace !

L'ÉCOLE Sup de co, devenue Laudencia en 2000, très fière de ce « nom original et disruptif », s'est chopée un slogan tip top en février 2018 : « Never stop daring ». Rien à voir avec la botte de Nevers : pour les non initiés à la langue de Shakesp... Thatcher

et Blair, il s'agit de « ne jamais s'arrêter d'oser », devise illustrée par le sens de la performance et des apéros entre étudiants, quand, en octobre 2020, l'école enregistrerait 212 élèves contaminés au covid. Le premier qui arrête de doser est viré. ■

Braquet

Le peloton des apprentis pandores

ESPÉRANT se faire bien voir, trois élèves d'une prépa flic-pandore se sont lancés dans un tour de France vélo au profit des orphelins de la gendarmerie (Ouest-France, 05/06). En fait, c'est 15 jours en minibus de ville en ville, roulant à vélo 50 bornes pépère à chaque étape. Petits joueurs, ces élèves de la formation IRSS. Enseignement privé après le bac, chaîne à six succursales dans le Grand Ouest, dont Nantes, l'IRSS prépare aux concours des métiers du

sport et de la santé, mais aussi de flic et gendarme, en six mois qui coûtent quand même 3400€, affichant une « excellence dans les taux de réussite au concours » très relative question retour sur investissement : 47% d'admis comme sous-officiers pandores. En revanche, comme gendarme adjoint volontaire (pandore de base, secrétariat, accueil, cuisine), ça monte à 92%, chez les keufs à 75%. Les recalés feront du vélo pour les orphelins du banditisme. ■



Azéri de conduite

La petite école de guerre

Nantes-Haut Karabagh. La guerre de la dictature azérie, version pour enfants.

L'ÉCOLE azerbaïdjanaise « Karabagh », Azərbaycan Qarabağ Məktəbi en VO, accueille une poignée d'enfants azéris qui y apprennent à chanter l'hymne national face au drapeau qui pendouille, collé au drapeau français, à droite du tableau de la classe. On y célèbre les soldats martyrs et l'anniversaire du président Aliyev, « commandant en chef suprême ». La petite école a été inaugurée le 20 avril 2019 par des officiels de l'ambassade, mais aussi le consul général de Turquie à Nantes, sous le marrainage et « selon les instructions » de Mehriban Aliyeva, n°2 du régime azerbaïdjanais et femme du président Ilham Aliyev, lui-même fils de l'autocrate Heydar Aliyev, ancien général de division du KGB soviétique. La dictature érigée en dynastie dans un pays champion des détentions arbitraires, de la torture et des disparitions... Qualifié de « dictature, l'une des plus féroces au monde » par Cash investigation dirigé par Elise Lucet, l'Azerbaïdjan a tenté en 2015 (sans succès) de faire condamner la journaliste et la chaîne France 2 pour diffamation.

Outre ce rapprochement azéri-turc à l'inauguration, le choix d'appeler l'école « Karabakh » porte une symbolique géopolitique forte, quelques mois avant l'offensive militaire azérie « Poing d'acier » visant à annexer le Karabagh et en expulser les Arméniens qui y vivent. Le compte twitter de l'école appuie « la revanche sur le champ de bataille »

(18/10/2020) et révèle le parti pris nationaliste bien au-delà de la simple éducation culturelle : « Nous avons parlé à nos élèves de nos terres historiques libérées de l'occupation et commémoré par une minute de silence les martyrs héroïques de notre courageuse armée. » (26/12/2020).

« Ce n'est pas vraiment une école, juste une activité de week-end, hébergée dans un local privé pour lequel on paye un loyer. On n'a jamais demandé de subventions publiques », explique à Lulu un responsable de l'asso culturelle azerbaïdjanaise. Les échanges financiers se font à un autre niveau. En novembre 2020, proposant de créer une commission parlementaire de contrôle des exportations d'armements, un groupe de 12 députés de tous bords note : « En 2019, la France a vendu pour 190 M€ d'armes à l'Azerbaïdjan. Au même moment, le Canada interdisait de telles exportations au vu de la situation régionale et pour se mettre en conformité avec le traité sur le commerce des armes dont la France fait également partie. Aujourd'hui, la France se retrouve en position inconfortable pour soutenir l'Arménie qui subit les assauts d'armes et moyens opérationnels que la France a vendus à l'Azerbaïdjan ». Et, en 2015 et en 2016, la France avait déjà livré pour 148,2 M€ d'équipements militaires à l'Azerbaïdjan. Les marchands de canons ont toujours séché les cours de géopolitique à l'école primaire. ■

Brenda Zarbakan

Gris gris mataf

À SAINT-NAZ, le vieux sous-marin *Espadon* sort de toilette. Mais c'est un boyau étroit, cet engin de guerre devenu attraction touristique. Le nettoyage s'est donc fait « à la brosse à dent » (L'Écho de la Presqu'île, 18/05). Réparer mais pas trop? Garder des traces de la peinturlure usée. Les petites mains livrent un secret : « Les couleurs venant de la Marine nationale sont secret-défense ». Faudrait pas que l'ennemi nous vole notre gris. ■

Pannonique quoi

Bœuf bouilli à la nantaise

Jam session pète-sec au Pannonica. Le chef d'orchestre impose le silence.

APRÈS le coma imposé par les tutelles à l'ancien conseil d'administration du Pannonica*, l'heure est à vaguement la réanimation. Après un an sans toucher à rien, les cinq salariées mis-es en « télé-non-travail », la structure jazz s'est dotée d'un nouveau bureau présidé par le bon soldat Alain Gralepois, ancien trotskyste repenti, bien ramolli après des années de parti socialiste. Le fond de culotte usé sur les bancs du conseil régional comme élu culture, il connaît la musique et les fausses notes puisqu'il a été épinglé par la chambre régionale des comptes pour des émoluments indus en tant que coprésident de l'ONPL, « 50 000 € entre 2011 et 2016 sans justification réglementaire conforme ». Brouille. L'opéra, l'orchestre régional, la revue 303, Gralepois préside. Voyage à Nantes, Folle journée, il administre. Un vrai petit ministre de la culture, sans les lumières d'un Jack Lang ni le grand-gueulisme de Roselyne Bachelot. Mais va falloir que le jazz marche à la baguette. Réécrits, les statuts évacuent la voix du délégué du personnel du conseil d'administration. Plus question d'associer l'équipe des cinq salariées aux décisions. La participation, la coconstruction, soi-disant « ADN nantais », plus de ça dans une structure sous perfusion d'argent public. Et les collectivités, qui n'avaient justement que des sièges consultatifs, ont désormais droit de vote. Outre Alain Gralepois, le conseil d'administration a coopté la directrice musique du Département, et l'asso Kiosk, regroupement de musiciens locaux organisant de petits concerts de jazz et sous-traitant programmation aux Rendez-



vous de l'Erdre. Le coordinateur de Kiosk n'est autre que Freddy Roy, l'éphémère directeur du Pannonica nommé au forceps et débarqué lors de sa période d'essai par l'ancienne équipe pour ses méthodes pour le moins agressives, comme la plainte pour faux en écriture contre son codirecteur. Plainte inconsistante, assez vite classée sans suite par la justice*. Gralepois a prévenu les salariés de se préparer à l'éventualité du retour de Freddy Roy. Le nouveau bureau a rencontré les salariés, mais sans dire quand et comment reprendra l'activité, ni quand un directeur sera recruté. Si l'appel à candidature n'est pas lancé, cette fois, les administrateurs, bien choisis, ne devraient pas s'opposer au remake d'une renomination retélécommandée. Mais « si on nous met des bâtons dans les roues, tout le conseil d'administration dé-

missionnera et le Pannonica fermera », a menacé Gralepois. Malgré un an de silence, de salle fermée et de non concerts, les adhérents de l'asso Nantes jazz action qui gère le lieu sont plus nombreux qu'avant, 215, quand ça tournait entre 150 à 200 selon les années. Un tiers seulement était précédemment membres. Les autres ont été rameutés pour faire des voix, adhésion avec date butoir le 19 février. Malgré la détente sanitaire, conseils d'administration et assemblée générale des adhérents se font à distance, en visio, plus facile à cadrer. Le jazz peut se la jouer musique improvisée, ici, la partition de reprise en main est soigneusement planifiée. ■

Carla Blème

* Voir « Chabadaboum au Pannonica », Lulu n°113-114, novembre 2020, « Nantes charcute son bœuf », Lulu n°111-112, juillet 2020.

Peret grination

Élève Peret, nul et renul

Expo du poète qui ne mange pas de ce pain-là.

BOUFFEUR de curé et vomisseur de galons, Benjamin Peret (1899-1959) en prend pour son grade, à lire l'appréciation de son prof principal en 1913 : « Conduite mauvaise, aucun travail, aucun effort, aucune bonne volonté, aucun progrès, cause de troubles à l'étude, résultats particulièrement faibles, réadmis en 2^e année à titre d'essai précaire seulement ». Aucun, aucun, aucun, c'est de l'écriture automatique ou du cadavre exquis? Benjamin Peret est exposé à la médiathèque* de Nantes. Sur un mur : « Il fait une chaleur à faire éclater des bombes dans les nez des curés. Et il y en a (des curés) ». Ou bien : « La vue d'un officier porte malheur. Se boucher le nez à son passage. » Une bordée d'autres : « Qui couche avec le pape doit avoir de longs pieds », « Vive la grève générale ». Un ptit dernier pour la route, « Éternuer bruyamment en passant devant un commissariat de police

sous peine d'un malheur proche », de quoi friser aujourd'hui l'attention sanitaire. ■

* La parole est à Péret, médiathèque Jacques-Demy, jusqu'au 19 septembre 2021.



L'engrais réclame de l'amour

Il faut arrêter d'agacer le fabricant d'engrais. Il nourrit la Nation, lui.

LA MAISON mère du fabricant d'engrais Yara étant à Oslo, son logo est un drakkar de Viking. Pour la France, un bras d'honneur serait plus représentatif. Mise en demeure en octobre 2019 mais s'en foutant drakkarément, mise sous astreinte huit mois plus tard et sanctionnée de 300€ par jour de retard, l'unité Yara de Montoir collectionne les sommations des services de l'État. Pour faire illusion, l'installation sensible, classée Seveso seuil haut, le plus haut niveau de la nomenclature de risque, paye un peu, languant 28500€ pour trois mois d'astreinte l'été dernier, mais sans rien faire des travaux de sécurité et de protection de l'environnement exigés. Yara paye mais attaque les arrêtés au tribunal administratif. Saisi par la Dreal, un peu fatiguée d'empiler inutilement les rapports épinglant Yara (2012, 2015, 2017), le parquet de Saint-Nazaire a ouvert une information judiciaire sur les rejets polluants dans l'eau et l'air du fabricant d'engrais. Le 18 novembre 2020, Yara n'a même pas invoqué une excuse pour ne pas se présenter à une convocation à l'Assemblée nationale devant une commission parlementaire sur la santé environnementale.

Eau enrichie

C'est Mickaël Delalande, élu d'opposition à Donges, qui le

raconte à Lulu : le 6 mai devant les élus de la commune, Daniel Ménard, le directeur du site Yara, a pleurniché contre « l'acharnement des autorités et des associations », les « demandes intenables » des arrêtés préfectoraux « drastiques, exigeants, sans équivalent en France ». L'engrais mal aimé déplore un « Yara bashing souffrant d'une forte incompréhension des infos par les médias ». Se disant « très mauvais communicant », le gusse a pourtant le sens des formules : son usine ne balance en

Loire que de « l'eau enrichie en azote et en phosphore » sans « aucun autre polluant ajouté ». Ni exhausteur de goût, ni arôme artificiel, mais quand même 50 tonnes d'azote par an, qu'il résume à l'équivalent d'« une cuillère à café dans une piscine olympique ».

En fait, le problème n'est pas la valeur calculée annuellement, mais bien le dépassement des seuils tolérés certains jours : douze fois pour l'azote en 2020, dix-huit fois pour le phosphore, avec des relevés doublant la dose admissible.

Poussières lourdes

Et puis, prodige, telles un nuage de Tchernobyl bloqué par le pointillé des frontières, les particules fines résistent au vent : « Les poussières Yara sont plus lourdes » que celles des autres usines, plaide Daniel Ménard. Elles retombent gentiment sur le site Yara (et accessoirement ses 170 salariés), se restreignant à un rayon de 700 m, épargnant les maisons riveraines par le miracle de la pesanteur. Selon le dirlo, plus écolo qu'Yara, y'a pas.

Acteur dominant du produc-

tivisme agricole, contributeur majeur des effets sur le climat et l'environnement, la multinationale Yara ne donnait pas jusqu'ici dans le greenwashing faux-cul, préférant l'arrogance et le cynisme devant les remontrances. Petite inflexion : Yara promet pour 2022 une usine de microalgues, supposée absorber 70 % des rejets d'azote et de phosphore en Loire. Ce qui est déjà un aveu d'avoir dégueulé de quoi verdoyer la côte d'algues vertes, mais à petites doses. Une concession minime pour continuer à fourguer 600000t d'engrais par an. L'agro-industrie française est la plus grosse bouffeuse en Europe d'engrais chimiques à base de nitrate d'ammonium.

La Nation reconnaissante

N°1 mondial des engrais synthétiques, et champion du doigt d'honneur, Yara pue aussi la mort. Rappel : base de nombreux engrais, le nitrate d'ammonium, c'est ce qui a fait péter le port de Beyrouth en août 2020 (216 morts et disparus, plus de 6500 blessés) et l'usine AZF de Toulouse en 2001 (31 morts, 2500 blessés). Daniel Ménard avait prévu l'objection. Lui stocke beaucoup moins, juste pour un mois de consommation des agriculteurs du grand Ouest et d'Île-de-France, en big bags de 600 kg : « Pendant le confinement, Yara a contribué à nourrir la Nation ». En fait, c'est pas de l'amour qu'il réclame, c'est une médaille. ■

Homer Douillard



Enrobésité

Bitumeurs malignes

Tapis rouge pour usine à bitume à Puceul, du goudron et des plumes préparés à Bouguenais.

UNE nouvelle centrale d'enrobage en rase campagne dans un département qui vomit déjà un trop-plein d'asphalte : le groupe Pigeon a colombidé la bourgmestre de Puceul. Après la menace d'une mégasusine à méthaniser des tonnes de merdes agricoles, finalement abandonnée, la commune fantasme sur un nouveau mégaprojet de centrale à cracher du goudron pétrolé. Fervente marraine de projets crapoteux, animée d'une foi de charbonnière pour les activités carbonées et polluantes, sa bourgmestre Claire Théveniau chouchoute les ICPE, ces installations classées pour la protection de l'environnement « susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains », selon la terminologie officielle. Maire et présidente de la communauté de communes, macadame Théveniau n'a pas à forcer son talent : ses majorités municipale et intercommunale ont peu d'esprit critique. Le 10 juin, au titre de commune riveraine, Nozay a validé ce chaudron de boue hydrocarbonnée. Une majorité d'élus reconnaît n'avoir pas eu le courage de consulter les 300 pages du pavé, rapporte *Ouest-France*. Et pour les rares audacieux, la lecture s'est « révélée malaisée, voire rébarbative ». Un dossier « qui nous tombe des mains », renchérit un autre, tandis que l'adjoint au développement durable regrette de ne pas

disposer du délai nécessaire pour justement en exposer les enjeux. Mais à quoi bon s'embourber et perdre du temps avec ces peccadilles ? Pas une seule voix contre. Vote favorable, moins six abstentions. La démocratie locale baignant dans le goudron.

Benzène pas très zen

La marmite chaude du groupe rennais Pigeon s'impose à Puceul avec un permis de construire en catimini, des débats tronqués, une vente de terrain à prix d'ami et une ridicule consultation du populo torchée en un mois : sous couvert d'améliorer « la proportionnalité de la procédure administrative au regard des enjeux des activités », la bande de Macron a pondu un décret en avril 2019 supprimant l'enquiquinante en-

quête publique et remplaçant le régime d'autorisation par un simple enregistrement. Véritable bombe sanitaire, cette « centrale d'enrobage à chaud » crachera pourtant en l'air du benzène et du benzo(a)pyrène, délicats « hydrocarbures aromatiques monocycliques » classés cancérogènes selon l'INRS, institut dépendant de l'Assurance maladie. Sans compter l'impact de l'asphalte routier sur la qualité de l'air, aujourd'hui encore sous-évalué*. L'Hexagone compte environ 500 installations de ce genre, dont huit en Loire-Inférieure, loin, très loin d'être saturées.

Enrobage partout

L'usine de Puceul se trouverait entre une unité similaire à Héric, 17 km au sud, exploitée par la so-

ciété André-Landais, autorisée à produire 200000 tonnes/an d'enrobé, et une autre à Saint-Aubin-des-Châteaux, 25 km au nord, où l'entreprise Hervé est agréée pour 140000t/an. À elles deux, elles peinent à vendre 120000t/an, soit un tiers de leurs capacités cumulées. Pourquoi en ouvrir une de plus à Puceul, de 200000t/an, à peine trois emplois créés, sans besoin local ? Parce que Pigeon (2000 salariés, 370M€ de chiffre d'affaires) veut s'implanter à tout prix sur le marché du BTP en Loire-Inférieure, et damer le pion macadamique à ses rivaux Colas (Bouygues), Eurovia (Vinci), et au local du coin, Charier.

Faire carrière

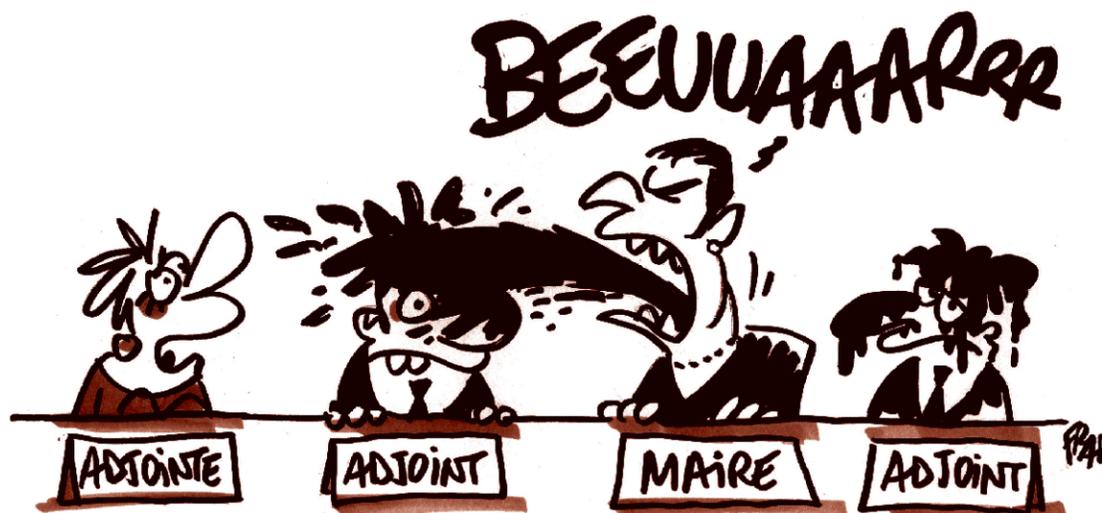
Place au grand mix, profits à se faire, sols à artificialiser, terres

agricoles à rayer de la carte, malbouffe à tartiner, maraîchers bio à enfumer, abeilles à faire clamer. Et Pigeon espère aussi rouvrir à Guémené-Penfao, à 15 km, une carrière à l'arrêt depuis 35 ans pour y broyer du grès et du schiste à goudronner sur les routes. À la clé, un joli ballet quotidien de camions dans le bourg de Conquereuil, une source d'eau menacée de tarissement et la rivière du Don exposée à l'acidification. Le même Pigeon entend aussi créer à Soudan, à 40 km, une carrière de sable de 40 ha à voler à l'agriculture. Deux projets soutenus, là encore, par les maires, comme à Puceul.

Ambiance tout autre à Bouguenais : la bourgmestre Sandra Impériale pousse Colas à s'arracher avec sa centrale d'enrobage, après lui avoir refusé un permis de construire pour déménager sur un nouveau site. Résultat : le bitumeur la joue bernique et annonce la modernisation de son outil actuel. Détail croustillant : tête de gondole LR aux régionales en Loire-Inférieure, Sandra Impériale accueillait sur sa liste Claire Théveniau, malgré le fossé de coalter les séparant. Une autre fracture sociale entre ville et campagne. ■

Boniface Falt

* En 2010 et 2012, Eurovia, filiale de Vinci a été condamné dans un procès intenté par la famille d'un ouvrier des routes, victime du cancer du bitume.



Rugyissement De Rugy poudré

La farine, arme par destination.

ENFARINÉ le 10 juin place du Bouffay, Rugy s'est insurgé contre cette agression ignoble et lâche, le nuage céréalier pulvé-rulent l'ayant atteint dans son honneur. La pertinence de son analyse ridiculise tous les experts en sac à main : « On voit bien que c'est prémédité et que c'est la gauche radicale, on ne se promène pas avec un paquet de farine dans son sac à main. » Sa parole est claire : « Il ne faut pas céder à cette violence. ». On

n'ose imaginer ce que céder à la farine impliquerait pour la démocratie. Si le syndicat des meuniers n'a rien dit, Johanna Rolland, qui a déjà subi le même sort en octobre 2018, a assuré Rugy de son soutien compassionnel. La vidéo de l'enfarinage a été relayée par Nantes révoltée qui y a collé un extrait du JT de France 2 quand Rugy se prétendait déhomardisé en juillet 2019, pérorant : « Je me présente en homme blanchi ». ■



Complot d'exécution

GAUDER son naturel, c'est le secret de la politique. « On nous a caricaturés en conspirationnistes ou complotistes. Je ne dis pas que certains ne partagent pas ces thèses, mais notre démarche ne se résume pas à ça » (Presse-O, 10/06), a déclaré Linda Rigaudeau, tête de liste « Un nôtre monde » aux dernières régionales. Naturopathe à Nantes dans le civil, soutien à la liste écolo aux municipales en mars 2020, elle s'est rétamée au régionales avec un dosage d'huile essentielle dans une tisane à la chloroquine : 0,6% des voix. La preuve est faite, la connaissance des plantes n'évite pas de se planter. ■



L'insignifiant multinational

TÊTE DE LISTE Rassemblement national aux régionales, Hervé Juvin est actionnaire d'Amazon. « La capitalisation est à un milliard de dollars, je suis un actionnaire insignifiant. » (Presse-O, 02/06). Écolo pronucléaire, le Nantais, qui se dit lui-même Breton et chrétien identitaire, partisan du localisme et pourfendeur de la mondialisation, est

détenteur de 1,2M€ d'actions de multinationales, dont Amazon, Total, Shell, Vinci, Air Liquide, Danone, Veolia, Microsoft, selon sa déclaration, obligatoire en tant que député européen, à la Haute Autorité à la transparence de la vie publique. Le localisme multinational, un concept de la préférence nationale, tendance multi. ■

Lépeniste transnationale, démission !

NOUVELLE ÉLUE RN à la région, Victoria de Vigneral est en fait franco-belge, déjà élue depuis 2012 conseillère communale à Saint-Gilles, en banlieue de Bruxelles. Elle prétend à Lulu qu'elle aurait pu conserver ses deux mandats à 700km de distance, mais que c'est pas son genre. Elle a démissionné dix jours après en Belgique.

Jusqu'en janvier 2021, les préoccupations locales relayées par son compte twitter se limitent à l'agglomération bruxelloise. Puis, d'un seul coup, bye bye Belgique, les tweets font dans le 100% ligérien. Mais rien sur la Vendée où la parachutée a été élue. Lui demandez pas combien coûte une baguette de préfeu. Parce que là, ail ail ail ! ■

Candidats fantômes

Le j'habite-pas-là syndrome atteint deux lepenistes de base.

TRES discrets candidats RN aux cantonales à Pornic, Pascale Chevrel et Christophe Bert retrouvent leur anonymat après 15,42% des voix au premier tour. Pour la campagne, ils ont plus que flouté leur image, aucune affiche ne montrant leur trombine. La presse locale a dû fouiner pour dénicher leur contact et leur arracher quelques déclarations sur leur effacement volontaire et leur communication zéro. « La peur des représailles », selon Bert qui craint pour sa maison taguée et ses enfants menacés. « Mais, j'assume mes convictions. » Pascale Chevrel dit ne pas connaître les usages. La pseudo novice à pourtant déjà fait campagne aux municipales 2020, en 4^e position sur la liste RN « La Baule en bleu ». Invisible dans le canton de Pornic, elle habite en fait La Baule. Comme Christophe Bert qui refuse pourtant de dire où il crèche : « Le parti nous conseille de nous présenter sur un autre canton que celui de notre lieu d'habitation... Mais je connais bien Pornic pour y travailler. » Scandale : cet immigré vient voler le pain des Paydrets ! En tout cas, ces deux étrangers ont été proprement reconduits à la frontière du canton ! ■

Trottoir power

MOTIVÉS, les candidats aux cantonales. Ancien président d'un club de kickboxing, le candidat du RN dans le canton de Carquefou avait résumé son engagement : « Parce qu'avec tout ce qui se passe, il faut agir. ». Fallait que ce soit dit. Face à lui, la candidate LR associée à un cadre de la pénitencière insiste sur l'insécurité : « Il faudrait déjà des trottoirs plus larges » (Ouest-France, 29/05). Déjà. En politique, il faut avoir des vues larges. ■



Chien d'incivil

L'INCIVILITÉ, c'est pas inné, ça s'apprend. « Les élus formés aux incivilités » dit le titre (Ouest-France, 12/04). Bon, c'est pas vraiment un stage racaille, mais une formation de l'équipe municipale de Trans-sur-Erdre à la gestion des conflits, menée par deux gendarmes. Les jeux de rôle ont retenu deux cas de figure à incarner, « parent d'élève agressif et chien d'un voisin qui aboie ». Pour pas que ça dégénère, une seule technique : aboyer avec empathie. ■



Députennis

Madame Josso et son ombre

Inéligible provisoire, la députée de Guérande fait ce qu'elle peut. C'est déjà ça.

RIEN N'ARRÊTE la députennis Sandrine Josso, spécialiste de la veste retournée (Alliance centriste, En Marche, Libertés & territoires, non inscrits, Modem) et experte en épuisement de ses attachés parlementaires. Quand Édouard Philippe est passé à La Baule le 12 juin, elle a demandé une entrevue, mais l'ancien Premier ministre l'a snobée. Faute de cliché de l'événement, elle a fait trafiquer une vieille photo d'elle posant avec Édouard Philippe (sans sa barbe semi-décolorée), sans doute prise dans un hall de l'Assemblée nationale, détournée et recollée sur un décor neutre d'allée d'arbres. La photo, légendée « Visite d'Édouard Philippe pour la signature de son dernier livre Impressions et lignes claires », a été insérée dans la newsletter envoyée en juin aux bourgmestres et conseillers communaux de la circonscription.

Condamnée en février à un an d'inéligibilité pour avoir rendu ses comptes de campagne des municipales à La Baule six jours après la date limite, et après la déculottée subie (2,16% des voix), Sandring-dring doit préparer le terrain pour tenter d'être réélue députée. Sinon, il faudra retourner vendre des gélules coupe-faim et des compléments alimentaires, son ancien métier. Il lui faut donc soigner l'électorat sur le terrain. Faire campagne, en somme, et même en ville. Pendant l'inéligibilité, les travaux d'approche continuent.

Éloge de l'ombre

Pour soutenir troquets, hôtels et restos alors confinés, elle fait en avril une visite au fournisseur de sodas Ouest boissons. À ses côtés, Frédéric Baron, un chômeur très actif qui veut que sa députée ne brille pas que par son insignifiance. Conseiller fantôme omni-

présent, Frédéric Baron n'est pas dans l'ombre de Sandrine Josso : il est l'ombre. Ancien dircab de 2018 à 2020, il est actuellement et officiellement chômeur. Une prise de distance officielle pour que leur proximité ne fasse pas de l'ombre à sa députée chérie. C'est pas très sympa d'être viré pour élarger à Pôle emploi, mais bon, les relations sont restées très très bonnes entre eux deux.

Faute de job, il se proclame « conseiller politique », spécialisé « relation publique, stratégie, et santé environnementale » sur LinkedIn, juste « consultant » sur Instagram. Parfois, quand il fraye autour de l'Assemblée nationale, il la joue petite annonce : « En recherche poste relation publique ». On ne sait jamais. Présenté comme un « think tank » dont il se prétend coprésident, Prevent health (parfois nommé Prevent Earth Prevent Health) n'existe pas, arborant juste un vague logo singeant le yin et le yang élaboussés de deux taches rouges aux airs de covid. Il y a bien un compte Twitter à ce nom, quasi muet (six posts en six mois), mais ni site, ni colloque, ni publication de think tank. Après un débat en visio avec les candidats aux régionales, qu'il animait, Baron a réussi à placer son logo à côté d'UFC Que Choisir et d'une trentaine d'autres vraies assos. Après tout, madame Josso s'est bien inventé des diplômes** et des titres, « cheffe d'entreprise », coach ou « ingénieure en nutrition », alors que son exercice en libéral avait fait faillite. Josso-Baron, le duo qui kiffe le bluff. ■

Docteur Ducancan.

* Sollicité par Lulu, il a opposé un silence d'ombre.

** « La députée petit poids », Lulu n°97, juillet 2017 ; « Condamnée, la députennis s'en tape », Lulu n° 115, avril 2021.

Régime présidentiel

UNE NANTAISE en stage dans les cuisines de l'Élysée surnommées « le ventre du Palais », pleines de « belles assiettes décorées à la feuille d'or » où l'apprentie va « préparer les garnitures de la première dame » (Ouest-France, 15/05). C'est un titre de roman, ces garnitures de la première dame, ou les relents d'un ancien régime, nostalgique de Versailles ? ■

S'enfermer en mer

UN PAQUEBOT, c'est beau mais pas que. C'est un peu tarte, aussi. L'Europa, que les Chantiers de l'Atlantique livreront fin 2022, dispose d'un « parc aquatique avec réalité virtuelle intégrée » (Ouest-France, 02/06). Résumé : le client de croisière

part en mer s'enfermer devant une fausse mer numérisée. Dans une boutique, si ça se trouve, on pourra acheter des embruns en spray. Bientôt, les cabines des avions seront pleines de nuages factices gonflés à la réalité augmentée. ■

Alertez les bébés

Les ados n'ont que des problèmes mineurs

Pour les mêmes, c'est *La Cité des enfants perdus*. Pour le personnel de la protection de l'enfance, c'est *Sauve qui peut la vie*.

SI VOUS CONNAISSEZ des gens qui sont en âge d'être enfants, dites-leur d'arrêter ça tout de suite. C'est dangereux. Les préposés à la protection de l'enfance sont à la ramasse.

Il y a pourtant 250 travailleuses sociales (à 90% des femmes) en Loire-Inférieure, éducatrices spécialisées, assistantes sociales, coordinatrices... Le 20 mai dernier, 172 étaient en grève, toutes surprises par ce geste rare dans ces métiers très investis, à forte implication humaine, où l'on n'arrête pas « la production » de gaieté de cœur. Lulu s'est posté crayon en main devant le siège du Département, leur employeur. À l'écoute.

« J'ai un jeune de treize ans pour lequel il y a une demande de placement depuis sept mois. Tousjours pas de place pour lui. C'est un message terrible : "Il n'y a pas de place pour toi." Autrement dit : "Tu n'as pas ta place...". Je n'ai rien à lui proposer. Au lieu de faire un projet construit à partir de ses besoins, on bricole en fonction de nos moyens, au détriment de l'enfant. »

« Beaucoup d'enfants sont hébergés dans des gîtes de vacances, non agréés, où les gens n'ont pas de formation, et sont juste motivés par un complément de revenu en milieu rural. »

« À cet âge-là, c'est très difficile pour un enfant de confier à un adulte que ses parents le maltraitent. Si nous, la "protection de l'enfance", on ne fait rien, c'est une deuxième trahison, autant dire que la croyance, la confiance dans le monde des adultes ne s'en relèvera pas. »



« Parmi ces bricolages, faute de placement sur place, on déniche des solutions où on peut, parfois loin, aller-retour en voiture jusqu'en Ardèche où un collègue a travaillé avant. »

Incasables mais pas incassables

« Nos directions nous disent que c'est un "métier en tension", mais ce n'est pas une réponse. Il y a bien des gens qui sortent des écoles. On embauche. C'est juste qu'ils ne tiennent pas parce que c'est trop dur, quand on se retrouve seul à gérer une situation sans solution. Le travail n'a pas de sens. »

« On n'est pas dans un département où les magistrats séparent les enfants à tout va en ordonnant des placements. Et pourtant. Après une décision de justice, avec tous ces manques - de moyens, de personnel -, on peut perdre jusqu'à 18 mois sans qu'il ne

se passe rien : pour un ado de 14 ou 15 ans, c'est une catastrophe. Plus on tarde, plus il va péter les plombs, fuguer et finalement se retrouver incassable. Et plus il aura du mal à révéler les trucs les plus graves. »

« Quand on va chercher un gamin en crise, le protocole prévoit qu'on soit en binôme, mais les collègues sont aussi surchargés que nous. Alors on y va toute seule, on conduit avec le gamin à l'arrière. Pas évident quand il détache sa ceinture, ouvre la portière dans le but de sauter en marche et se jeter sous la voiture... »

Placement sans suite

« On passe pas mal de temps à écrire des rapports, et l'imprimante multifonctions sert à vingt personnes. Il a fallu trois semaines pour qu'elle soit réparée. »

« Je viens de région parisienne où je n'avais jamais entendu parler de "placement non exécuté". Ici quand un juge ordonne une mesure de placement, il ne se passe rien, faute de place. Les bébés sont gardés à l'hôpital en néo-nat', dans la crèche du centre hospitalier, ou au sein du service pédiatrie. Des plus grands restent maltraités par des parents toxiques dans les familles, dont on est supposés les sortir pour les protéger. »

« L'élue à la protection de l'enfance nous dit que le Département n'arrive déjà pas à faire face à l'afflux de mineurs isolés étrangers, mais on ne veut pas opposer les deux, ni qu'une mission se fasse au détriment d'un autre. On ne gère pas des tableaux Excel, c'est de l'humain... » Vous voyez l'tableau. ■

Helga Vroch

Merci pour ces remarques intéressantes

Bis repetita, ter, quater. L'alerte sur l'aide sociale à l'enfance a été faite et refaite.

DEPUIS LA GRÈVE du 20 mai, le Département a signé un protocole d'accord avec les syndicats engageant à cinq rencontres à l'automne. Le problème, c'est que les grands chefs de la collectivité ne découvrent rien d'une situation qui leur serait inconnue.

Déjà, en février 2018, une réunion extraordinaire du CHSCT étale les mêmes dysfonctionnements, rappelant au passage que les mêmes alertes ont été transmises en 2013 et 2017 : souffrance au travail, épuisement, départs « pour sauver leur peau »... Extraits du compte-rendu de 23 pages : « Nous n'avons pas réussi à nous relever du pic d'activité de juin dernier [2017]. Nous accusons un retard massif de traitement que nous ne savons plus comment gérer. »

Une note d'espoir : « À Nozay, faute d'imprimante, on leur a fourni des pelles pour le déneigement de leur lieu de travail... » Faute de neige, retour au noir : « J'ai l'impression de maltraiter les enfants en les déplaçant sans cesse de lieu d'accueil, ou en les laissant à la rue puisque nous n'avons pas de lieu d'accueil (...) [et ne sommes] pas en mesure de leur offrir un lit ou de quoi manger. »

Le mal-être ensemble

Une interne en médecine en stage aux ressources humaines

a listé le mal-être du personnel : humeur dépressive (12%), fatigue chronique (38%), anxiété (34%), troubles du sommeil, consommation d'alcool, pleurs, pertes de confiance en soi. « Des idées suicidaires (3%), l'asthénie, le burn out et les troubles psychosomatiques sont aussi présents », sans parler de la consommation d'anxiolytiques (7,4%) et de psychotropes (6%).

Intermède, page 14 : « Monsieur Rebouh [vice-président aux res-

sources humaines, dialogue social et qualité du service public] remercie pour ces remarques qui sont intéressantes. »

« On a une collègue qui travaille depuis six mois dans le service. Elle a les mains couvertes d'eczéma, et ce, depuis qu'elle travaille à l'aide sociale à l'enfance. Des signes visibles de souffrance et de mal-être. »

« On abîme, on maltraite les enfants, mais aussi en tant que professionnelles, on est malmenées. »

« Il y a des enfants de trois ans »

sans solution d'accueil alors que l'urgence commande et que « le placement doit être réalisé dans la journée. »

Intermède n°2, toujours Ali Rebouh : « Il ne s'agissait pas d'avoir aujourd'hui l'ensemble des réponses, mais il était souhaité d'avoir ce temps d'échange. ». Les solutions, ça saoule, l'échange, ça engrange, ça effrange, ça gagne du temps. Trois ans après, rien ne change. Mais c'est du passé, table rasons-le. ■

Harry Potelash

Comment régler la question de l'enfance à problèmes ?



Vade retro Napoléon

POUR LA RÉOUVERTURE des tables en mai, Pierre-Jean Chalencçon a soutenu en image un resto chicos baulois, *La Croisette* (*Saint-Nazaire news*, 14/05). Mais la vidéo a aussitôt été rayée de la carte. Un peu sulfureux comme soutien. Le bouffon napomanaïque people, autoproclamé sur son compte twitter « représentant de Napoléon 1^{er} sur terre », est l'organisateur des dîners chic clandestins, caviar champagne à Paname, où Franck Louvrier n'a pas eu de rond de serviette, ah mais pas du tout, non mais qu'est-ce que vous allez croire Médiapart! ■

Biomargabiorita

UNE PIZZERIA bio ouvrira « cet été quartier Graslin à Nantes : on vous explique le concept. » (*Actu.fr*, 14/05) Et là, surprise du chef, le concept c'est que c'est fait avec des produits bio. Mais pas d'explication sur le concept de l'été. Pourtant, être ou avoir été, *questo è il problema*, tous les pizzeraiolos savent ça. ■



En marche

Accroche-toi à la fadaise

Un escalier en ferraille? Pas du tout, c'est une œuvre d'art.

QUAND on se laisse marcher dessus, on perd toute dignité. C'est ce que fait l'escalier en ferraille accroché à la paroi de la carrière Miséry, 177 marches, 28 m de bas z'en haut, et des traits de couleur sur les gros ancrages béton dans la falaise, genre artiste. C'est pas un chantier d'ingénieur, c'est de l'art*. L'entourloupe est de considérer ce travail de génie civil comme une œuvre d'art pour que son concepteur, Delarozzière, puisse être choisi par Nantes métro sans appel d'offres, la dérogation permettant un marché de gré à gré (art R2121-3 du Code de la commande publique) ne sollicitant qu'un seul prestataire, l'ineffable Delarozzière en l'occurrence, sans concurrence. Et là, de gré à gré, on négocie le prix qu'on veut, sans pression d'un rival. Un genre de favoritisme emballé dans un papier cadeau à l'apparence licite. C'est même quasi une marque de fabrique revendiquée haut et fort par Pierre Oréface, l'administrateur de la compagnie : « C'est l'ADN des Machines de construire sur place. Jamais une œuvre inventée par François Delarozzière et moi ne sera mise en concurrence » (Ouest-France, 27/06/2019). L'escalier artficialisé de la car-

rière Miséry devait relier le square du haut de la falaise à l'arbre aux mouchérons, mais seul le jardin dit « extraordinaire » existant, l'escalier allait donner sur un terrain vague. Un petit rajout de plantations a été improvisé pour l'ouverture en octobre 2020. Vite fait, les services des espaces verts ont créé une extension au jardin extraordinaire pour que l'escalier débouche sur quelque part de présentable. D'en haut, on voit bien la zone ajoutée, terre marron et tuyaux d'arrosage apparents, les plantes ayant du retard par rapport à leurs voisines plantées bien avant et inaugurées en septembre 2019.

Cet escalier aura coûté 1,64M€ dont plus d'un tiers pour le « groupement François Delarozzière & La Machine ». Rappel : la Machine, que Delarozzière dirige, est normalement une compagnie de théâtre de rue construisant des grosses mécaniques de spectacle urbain, et pas un bureau d'ingénierie. Mais bon. Il faut savoir élever le niveau. ■

Lenny Escalero

* La combine a déjà servi pour le bar bleu pale en plastoc difforme devant l'école d'architecture, décrété œuvre d'art, évitant donc un permis de construire.

Arbre des causes Alignez les z'hérons

L'arbre aux mouchérons qui grossit, qui grossit.

EN juillet 2013, le faux arbre aux hérons était estimé 35M€. Aujourd'hui c'est 52,4M€. Hors taxes. Et bam! 50% de hausse, avant tous les aléas du chantier. Et ce n'est qu'un devis, à voter en fin d'année. Le coût de fonctionnement? On verra après. François Delarozzière a soigné sa formule : c'est un « projet en mouvement, simplifié, augmenté pour qu'il soit citoyennement acceptable ». Avec plus de 50% de hausse, le mouvement est surtout budgétaire. Si le concept est volé au « jardin en mouvement » de Gilles Clément, il en dénature l'esprit, déviant du vivant végétal pur à un alliage métal-finace avec du feuillage dessus. La conférence de presse du 9 juillet laisse dire à Julien Auray, patron des Pépinières du val de l'Erdre, fournissant les pousses à planter sur 1500 tonnes de treillis et poteaux d'acier, qu'il va « revé-

gétaliser un espace urbain ». Alors que la reconquête spontanée de la friche par les graines semées par le vent et les oiseaux avait doté la carrière des critères de classement Natura 2000, selon Ronan Dantec à la fin des années 1990. C'aurait été une première pour une enclave intra-urbaine... Raté.

Si on se réfère au précédent de Yellopark, Johanna Rolland devrait tout laisser tomber. Une enquête judiciaire ciblait le président du club de foot, une autre vise les concepteurs de l'arbre aux hérons, déjà bien étrillés par la chambre régionale des comptes en 2017. Les écolos de sa majorité sont contre, la droite jusqu'alors séduite a changé d'avis. Vivement l'abandon. Une touffe d'herbe aux vers de terre, en miniature, ça s'est jamais fait. ■

Jean-Marc Héronlt

Substrat city

Le marchand d'ombre est passé

La verdure algorithmée sauvera la planète.

AVANT l'improbable arbre aux mouchérons de la carrière Miséry, la fausse tonnelle en treillis de plastique pourrait le coiffer au poteau. Cette « expérimentation » à implanter sur l'île de Nantes, près de la maison des syndicats, n'est autre qu'un produit commercial. Pour « végétaliser et ombrager la ville sans prendre racine » et vaincre les méchantes canicules, la start-up (prononcer « pépite ») parisienne Urban canopée a fourgué à Nantes un de ces champignons squelettiques, qui ont la forme des anciennes poubelles de bureau. Des parasols de treillis en fibre de verre (ne pas dire plastique, les écolos pourraient faire des allergies) posés sur des gros pots de fleurs cylindriques. Le produit a déjà été placé en une centaine d'exemplaires à Toulouse, Fréjus, Grand Quevilly, sur le parvis de la BNF à Paname... Vendue 9000 à 12000€ pièce selon les options, chaque Corolle™ entend modestement « réinventer les jardins suspendus de Babylone », voire « recréer le lien homme-nature » en « pluggant le vert dans la ville » et carrément « restaurer la bio-

diversité », selon la patronne de la boîte... Une box à capteurs intègre « en temps réel » les données d'humidité et de température du bac hors sol rempli de « substrat écoresponsable », une fausse terre nutritionnelle où plongent des plantes grimpantes faméliques. Le gadget est quand même vendu estampillé « green tech innovation » puisque c'est censé créer du « confort thermique » en posant sur

les dalles de béton ou de bitume des îlots de fraîcheur « intelligents », auto arrosés par un algorithme qui ringardise l'arrosoir. Les trois premiers ont été posés en août 2019 sur une place de Toulouse, où franchement ils font pitié. Pas d'ombre, les plantes ne parvenant pas à feuillager assez. Rien à voir avec les images de synthèse vantant un genre de pergola feuillue bien fournie. Paraît qu'il faut attendre trois ans. Si la smartcity pédale dans l'substrat, les technolâtres pourraient en prendre ombrage. ■

Géo Troovetruie



Mouvement 5 étoiles

Du sable écoresponpon

Le paradis est nantais, fiscal et caribéen.

ON peut s'offrir le lifestyle de François de Rugy, homard grillé et champagne, dans un décor de Caraïbes, tout en jouant local. À la nantaise overseas. Tout ça avec plage privée, mer turquoise, et du petit personnel discret et autochtone. À Saint-Barth, l'île des VIP du showbiz, l'hôtel Manapany, c'est un peu une terre nantaise sous les tropiques, l'établissement de luxe étant détenu par Bessé signature, émanation hôtelière du discret mais puissant groupe nantais d'assurance Bessé. Dans le modeste bouclard de Saint-Barth, « cinq étoiles écoresponsable », 43 chambres et suites, serviettes en fibres naturelles, savon bio, voitures électriques à louer - mais air conditionné -, la piaule pour deux va de 495€ à 720€ par jour, mais ça ne couvre pas tout. Piscine donnant sur la mer, mobilier colonial style, lits à baldaquins moustiquairés (ah bon, à ce prix-là, y'a des mosquitos?), yoga du matin offert (ah bon, c'est si stressant...), OK. Mais il faut ajouter les musts, l'option quatre jours détente bradée 1800€ par tête, avec un cocktail détox par jour, des massages et un « voyage sensoriel » sur une « union entre délasserment, calme et soin » qui laisse planer le doute sur des pornographies luxueuses et interlopes. Pour l'option « découvertes des plages », c'est 1037€ par personne, « transfert et panier piquenique, vin inclus », pour quatre grignotes dans le sable sur la plage.

La société B Signature hotels & resorts, basée à Nantes, rue des Hauts-pavés, veut tenir le haut du pavé sur le marché du palace de luxe, en y développant le

« concept de luxe et de perfection, à la fois décontracté et exigeant ». Outre le petit bouclard de Saint-Barth, le groupe détient cinq hôtels à Paname, et le domaine de La Bretesche, cinq étoiles aussi, mais à des tarifs pour sous-gueux : une nuit à La Bretesche, compter entre 285 et 450€ seule-

ment la turne pour deux, taxe de séjour en sus. Mais sans Johnny Hallyday enterré au fond du jardin. Et La Bretesche, commune de Missillac, n'est même pas paradis fiscal. Minable. ■

*Voir « Manapany, pani pproblem », Lulu 98-99, décembre 2017.



Qui ça ?

Ont œuvré à ce numéro : Anis Mauresque, Jules de chez Smith, Pascale Hibrage, Nicolas de La Casinière, Fifi Lapafine, Sophie Nasri, Olli, Ray Clid, Gros Lariz, Jeanne Morue, Pich, Sister Joan.

Directeur de publication : Nicolas de La Casinière. N° ISSN : 1270-4911 - N° CCPAP : 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (c/o Sans Sherif, 18 rue Geoffroy-Drouet, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Luttre à Leuleu.

Tirée à 1000 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, ZA Pôle sud, 30 rue de l'Atlantique, 44115 Basse-Goulaine.

Les textes publiés sont « copyleft ». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.



Les archives du journal sont sur lalettrealulu.fr

Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : chèque à l'ordre de
Prénom : La Luttre à Leuleu
Adresse : c/o Sans Sherif
..... 18 rue Geoffroy-Drouet
..... 44000 Nantes
..... ou abonnement
Courriel : en ligne via notre site
(ci-dessus)